

FRONT POPULAIRE POUR LA
RENAISSANCE DE CENTRAFRIQUE

BUREAU EXECUTIF NATIONAL
COORDINATION POLITIQUE
GÉNÉRALE



République Centrafricaine

Unité - Dignité - Travail

N° 00224 /FPRC/CGP.

RCA : Déclaration No 00224-11-12-15/CGP du FPRC-SÉLÉKA **Alerte : Une main invisible organise les élections** **générales en République Centrafricaine (RCA)**

L'International Crisis Group vient de publier son analyse sur les risques qu'encourt l'organisation des élections précipitées en Centrafrique. Depuis sa création, cet ONG International s'est doté de son programme basé sur le mécanisme de collecte de données et met en contribution des analystes chevronnés et bien avertis en matière de prévention et de résolution des conflits.

Les autorités Centrafricaines actuelles soutenues dans cette démarche par la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) et certains représentants de la communauté internationale en poste à Bangui mal informé de la réalité sur le terrain, tiennent à organiser des élections au péril de l'existence de notre nation. La République Centrafricaine ne se résume pas uniquement à Bangui. Qui aujourd'hui peut faire fi de la déliquescence de l'État qui nécessite de la part de chaque Centrafricain, la mise au rancart de nos intérêts personnels et faire triompher l'intérêt de la collectivité.

Nous, Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC-Coalition SÉLÉKA) comprenons que la communauté internationale est lassée de la longue transition actuelle en Centrafrique et le coût des opérations exorbitants que sa génèrent, cela suffit-il d'organiser des élections précipitées avec tous les risques encourus? Alors que les conditions minimales ne sont pas réunies. Il est plus qu'irresponsable d'organiser des élections en la date du 27 décembre 2015 et s'appuyer sur un amoncellement de constitution sur laquelle ne se prononceront que ceux et celles qui sont nourris aux Gozos (farine de manioc) des actuelles autorités Centrafricaines alors que la majorité en été exclue.

Une constitution, cette loi fondamentale qui régle la gestion d'un pays et les rapports entre citoyens, doit être adoptée après un referendum et la campagne précédent son

adoption est un autre moment fort de l'exercice de la démocratie participative. Les Autorités de Transition et les forces onusiennes en poste en RCA, doivent permettre le retour assisté de nos compatriotes réfugiés dans les pays limitrophes, eux aussi ont le droit de s'exprimer sur la constitution.

La question que nous nous posons est celle de savoir pourquoi les organisateurs des prochaines élections oublient-ils les accords signés à Nairobi par le FPRC-Coalition SÉLÉKA, les Antis-BALAKA, la Société Civile, L'Ambassadeur Zaddock SYONG'OH pour le Gouvernement de la République du Kenya et Son Excellence Uhuru KENYATTA, Président de la République du Kenya mandaté par la CEEAC, dès lors que les concernés signataires de ces accords de paix sont avant toute chose des Centrafricains à part entière et qu'ils sont de ce fait parties prenantes dans le processus de sortie de crise en RCA (Lire l'intégralité de l'accord de Paix de Nairobi ci-joint).

Cette politique d'exclusion doublée de la précipitation injustifiée des élections cachent mal l'insolence des autorités Centrafricaines et le dénie de l'évidence : On ne dirige pas un pays par défi. La RCA n'est pas prête à organiser des élections inclusives, démocratiques, crédibles, sécuritaires et transparentes. Agir autrement, c'est hypothéquer l'avenir de tout un peuple qui continue d'espérer un lendemain meilleur. Nous avons la responsabilité individuelle et collective de servir le peuple et non de créer le chaos pour mieux étancher la soif et assouvir la faim de diriger une population meurtrie, un pays exsangue. De ce fait, nous dénonçons non seulement les élections à la malienne en République Centrafricaine mais aussi, la main criminelle et invisible qui incite les organisateurs de ces élections hypothétiques à la faute préméditée.

Pour nous FPRC-Coalition SÉLÉKA, une TROISIÈME TRANSITION avec une nouvelle équipe consensuelle s'impose, les élections du 27 décembre 2015 et le referendum qui les précède doivent être tout simplement annulés et reportés sine die. Il n'y a aucune honte à reconnaître ses erreurs, c'est de la nature de l'humain, les politiciens centrafricains, la CEEAC et les intervenants internationaux sur le dossier centrafricain le savent très bien pour l'ignorer. En politique comme dans d'autres sphères de l'activité humaine : Mieux vaut prévenir que guérir.

Le 11 décembre 2015
Moustapha SABOUNE
Coordonnateur Politique
FPRC-Coalition-SÉLÉKA
saboune@hotmail.ca